

G8 : c'est toute l'économie mondiale qui vacille

page 11



INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

8 331
abonnés
reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

- 600 000 jeunes attendus sur le marché du travail à la rentrée
- Et maintenant, le rapport Hirsch s'attaque aux jeunes (Page 3)

TRAVAILLEURS : LICENCIÉS ! JEUNES : SACRIFIÉS !

L'APPEL D'ÉCHIROLLES POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

**Les premiers
délégués
à la conférence
du 5 septembre**

Reportages
de nos correspondants

Campagne pages 4 et 5

**La Poste.
Quelques questions
sur la proposition
d'un référendum**

Le 27 juillet, le gouvernement
dépose sa loi de privatisation

Actualité page 6

**Loi Bachelot :
rien n'est réglé**

Malgré une opposition
quasi unanime, la loi Bachelot
a été adoptée en procédure
d'urgence le 24 juin

Santé page 7

Portrait d'adhérent

Laurent, 35 ans,
professeur de français
en Seine-Saint-Denis

Vie du parti page 9

**Entretien avec
Pierre Vial, sociétaire
de la Comédie-Française**

Théâtre page 14

**IO
SPÉCIAL
ÉTÉ 2009** Trois nouvelles
rubriques :

Un numéro d'IO
à (re)découvrir
(page 8), une date de lutte
de classe (page 15), un portrait
de militant (page 16).



(Page 3)

Des millions de travailleurs et de jeunes, licenciés, précarisés, sacrifiés... Il y a urgence : interdiction des licenciements ! Marche unie sur Paris ! (AFP)

Au-dessus des classes ?

UN militant du PCF, délégué syndical dans l'industrie, nous a fait parvenir copie d'une lettre adressée à *L'Humanité*. Citons cet extrait : « Je suis stupéfait de lire, dans *L'Huma* du 9 juillet, l'interview d'une vice-présidente d'Attac qui dénonce "la dette écologique qu'entretient le Nord (...) vis-à-vis du Sud". Le Nord, le Sud, toutes classes sociales confondues ? Je suis convaincu que le réchauffement climatique est une menace sérieuse.

Mais faut-il en conclure que les ouvriers de France (ou des Etats-Unis, d'Allemagne, etc.) seraient responsables de la situation des peuples d'Afrique ? Pas d'accord ! Pas d'accord non plus avec la même responsable quand elle accuse "le productivisme". Il y aurait trop de production, trop d'usines ? Il faudrait en fermer plus ? Là où je suis franchement indigné, c'est quand l'éditorialiste de *L'Huma* ose écrire : "Que l'on réserve donc la décroissance au domaine de l'armement, du transport individuel ou du logement extensif !" Il faudrait donc liquider encore plus d'emplois dans les arsenaux, dans l'automobile, dans le bâtiment ? Dix millions d'emplois supprimés ces derniers mois dans l'automobile et la sous-traitance à l'échelle mondiale, ça

ne serait pas assez ? Je n'en reviens pas de lire cela dans le journal fondé par Jaurès, et dont l'édito, me semble-t-il, reflète l'opinion de la direction du parti ! »

En ce qui concerne le réchauffement climatique et, plus généralement, les questions dites de l'environnement, il y aurait sans doute matière à discuter (1). Mais notre camarade du Parti communiste français a raison à 100 % quand il dénonce la signification du ralliement de ses dirigeants aux thèses de la « décroissance » (2). Il s'agit de l'association capital-travail, la gouvernance corporatiste (3).

L'écologie au-dessus des classes ? Allons donc ! Depuis l'aube de l'humanité, dans la production des biens nécessaires à leur existence, les hommes sont conduits à agir non seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres.

Le rapport de l'homme à la nature est donc totalement inséré dans les relations sociales d'une société divisée en classes. L'époque dans laquelle nous vivons est celle d'un capitalisme pourrissant, conduit, pour les besoins du profit, à exploiter sans limite toutes les forces productives, quitte à les détruire en masse pour restaurer les conditions de valorisation du capital. Toutes les forces productives sont donc menacées dans leur existence par la survie de ce système failli, à commencer par la principale d'entre elles : la force de travail du prolétaire.

L'humanité, menacée, ne sera pas sauvée par l'association capital-travail. L'alternative est clairement posée :

– Ou bien l'alliance avec la classe capitaliste et ses gouvernements sous le drapeau de la décroissance, c'est-à-dire de la destruction des emplois.

– Ou bien l'unité des rangs ouvriers contre la classe capitaliste, préservant l'indépendance des organisations, autour de la défense de chaque emploi et de chaque usine, imposant l'interdiction des licenciements.

(1) *Informations ouvrières* reviendra prochainement sur ces questions.

(2) Ils ne sont pas les seuls. Première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry déclare (*Le Monde*, 5 juillet) : « Le socialisme est né du rapport capital-travail dans l'entreprise, nous l'inscrivons désormais dans un rapport capital-travail-nature. »

(3) Selon *Le Monde* (11 juillet), « le Medef, les syndicats et les ONG sont d'accord sur la création d'un impôt sur la consommation d'énergie ». Patrons et ouvriers tous unis pour diminuer la consommation d'énergie, et associés dans l'élaboration de l'impôt ?

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières, 87, rue du F^{bs}-Saint-Denis, CS 30016 - 75479 Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23. Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- Abonnements : Maïté Dayan.

Tél. : 01 48 01 88 22. 01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 75479 Paris Cedex

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Des paysans commencent à dire : il faut rompre avec l'Union européenne

PAR AIMÉ SAVY

Les agriculteurs subissent de plein fouet la baisse de leurs revenus et les suppressions d'emplois. Les manifestations des viticulteurs et des producteurs de lait ont montré l'étendue et la profondeur de la crise agricole. Les revenus ont chuté en 2008 officiellement de 20 % en moyenne, avec des baisses de 60 %, notamment dans la production de vin ordinaire. Le surendettement des producteurs les prend aujourd'hui à la gorge. Ils sont obligés de produire toujours plus pour compenser les baisses de prix. Faillites et saisies se sont multipliées. Plus de 300 000 agriculteurs ont disparu dans les quinze dernières années.

La FNSEA comme la Confédération paysanne ont désigné la grande distribution comme seule responsable des baisses de prix, exonérant ainsi l'Union européenne. Les grands distributeurs ont expliqué qu'ils ne faisaient que mettre en œuvre la politique gouvernementale et européenne. Ils se sont appuyés sur la demande du ministre de l'Economie et des Finances de ne pas passer d'accord interprofessionnel par branche, en application des directives de l'Union européenne. Ces accords concernaient au premier chef la production laitière, qui négociait tous les ans avec les transformateurs et les distributeurs un prix du lait qui servait de base au paiement des producteurs. Jusqu'ici, ce prix n'avait pas baissé. C'est ce qui était exigé, laiterie par laiterie.

Transformés en boucs émissaires, mais sûrs de leur bon droit européen, les distribu-

teurs n'ont pas lâché et les négociations se sont enlisées, la FNSEA justifiant un accord de baisse de 25 euros par 1 000 litres, « insatisfaisant, mais indispensable ». Ce n'est pas l'avis de ses syndicats de base, comme la FDSEA des Côtes-d'Armor : « Cet accord est inadmissible. Je ne peux imaginer qu'on produise du lait à 262 euros alors que notre coût de production est de 305 euros. » Nombreux sont les agriculteurs qui commencent à prendre conscience que le vrai problème, c'est la politique de la concurrence imposée par la Commission européenne. Cette politique détruit l'organisation et le soutien des marchés. Les comptes de l'agriculture témoignent que les aides à la régulation des marchés ont encore fortement baissé de 20 % en 2008, après une baisse de 27 % en 2007. Si l'on ajoute à ces mesures la suppression de tout contrôle des importations par l'Union européenne, tout est donc fait pour que les producteurs soient soumis sans protection à la concurrence des pays tiers et voient leurs prix baisser.

Le POI exige la régulation des marchés, avec des prix garantis, de façon à ce que le paysan puisse vivre de son travail et que l'ouvrier puisse acheter les produits de première nécessité à un prix abordable. Le POI invite tous les agriculteurs, tous les ruraux, à rejoindre les comités pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Pour stopper les fermetures d'exploitations agricoles, ils y ont toute leur place.

Ici et maintenant

PAR CARLOS PIERONI

Le 7 juin, par une très forte abstention sans précédent des milieux populaires, la quasi-totalité des partis socialistes subissaient soit un recul, soit une défaite électorale, à l'image du Parti travailliste enregistrant son plus mauvais score depuis 1918 !

Pour un parti qui s'était « modernisé » sous la houlette de Blair, se démarquant nettement des traditions du mouvement ouvrier, et que bien des dirigeants socialistes français montraient en exemple, voilà qui devrait donner à réfléchir.

Le PS, qui n'a jamais voulu tirer le bilan de sa débâcle en 2002, et alors que le peuple avait voté massivement non au référendum du 29 mai 2005, allait-il enfin remettre en cause sa dérive politique depuis qu'il soutient mordicus la politique de l'Union européenne ?

Le 17 juin, Arnaud Montebourg publiait un rapport pour l'organisation de primaires pour la présidentielle. N'y a-t-il rien de plus urgent ?

Alors qu'en 2006, le PS avait franchi une nouvelle « étape » avec la carte à 20 euros par an — ce dont Ségolène Royal profitera largement —, il

propose que, pour y participer, il suffira de payer un ou deux euros !

Est-ce de cette façon et avec de telles propositions que le PS se réimplantera chez les travailleurs et dans la jeunesse ?

D'autant que la crise du PS est profonde, comme le souligne Emeric Brehier (premier fédéral de Seine-et-Marne) dans une note du 4 juillet pour le club de Pierre Moscovici : « Depuis 1981, ce sont près d'1,3 million d'adhérents qui ont quitté le PS ! »

Le 7 juillet, la direction du PS se réunissait en « séminaire ». La réunion n'était pas terminée que deux dirigeants ruai dans les brancards.

Christophe Caresche, dirigeant du Pôle écologique du PS, déclarait notamment : « Ce qu'a fait Dany, cet alliage novateur entre un parti, les Verts, des militants associatifs et des gens venus de divers horizons, ça peut être un exemple pour le PS » (*Le Journal du dimanche*).

Et Emmanuel Valls : « Il (le PS) peut s'appeler le "Parti démocrate de gauche" ou le "Parti de la gauche démocratique". Mais on peut aussi être imaginaire... J'y travaille et, à terme, on fera peut-

être appel à des agences » (*Paris-Match*). Le 9 juillet, il ajoutait : « Mais socialisme a surtout très longtemps signifié socialisation des moyens de production, ce qui aujourd'hui est tout à fait impossible ! » (*Libération*).

Le conclave du PS a accouché d'un texte s'intitulant « Avec vous, pour demain » et d'une lettre de Martine Aubry aux dirigeants de la gauche — dont Daniel Cohn-Bendit — où l'on peut lire : « Clairement, notre objectif est de participer à l'élaboration d'un projet commun de la gauche en 2012. »

Contrairement aux dirigeants du PS et aux électoralistes de toutes tendances, sans attendre demain et 2012, c'est ici et maintenant — comme le disait un ancien premier secrétaire du PS — que les travailleurs et la jeunesse exigent des solutions pour changer leur vie.

C'est le sens du combat du POI, pour qui le socialisme a toujours sa raison d'être, et qui estime que la socialisation des moyens de production est non seulement possible, mais indispensable pour l'avenir de la planète.

